L'HISTOIRE MALGACHE AUJOURD'HUI ET DEMAIN

« La première loi de l'histoire est de ne rien oser dire de faux, la seconde d'oser dire tout ce qui est vrai ».

Cicéron, *De oratore*, II, XV, 62.

Les contributions publiées dans ce volume d'*Omaly sy Anio* ont été présentées et discutées lors du « Colloque International des Historiens et Juristes » (5-12 septembre 1977) organisé (1) à Antananarivo, à l'occasion du 75ème anniversaire de l'Académie malgache. Mais elles ne représentent pas tout ce dont les participants à cette réunion ont discuté. En effet, les dix-neuf communications sur les « sources de l'histoire de Madagascar » ainsi que les discussions animées et *très instructives* qui ont suivi la présentation des différentes contributions n'ont pu être publiées, faute place. Mais elles figureront toutes dans les « Actes du colloque » dont la parution n'apparaît plus hypothétique.

I

Le colloque, dont le but était de faire « le point sur la connaissance de Madagascar » a été organisé par l'Académie malgache, qui, depuis 1902 « oriente, anime, coordonne ou consacre les travaux » (2) sur Madagascar.

---

(1) Le comité d'organisation du Colloque comprenait MM. Césaire Rabenoro, Edouard Ralaimihoatra, Raymond Ranjeva, Fred Ramiandrasoa, Mme Faranirina V. Esoavelomandroso, MM. Jean Pierre Domenichini, Jean Aimé Rakotoarisoa, Adolphe Razafintsalama ; secrétaire général : M. Manassé Esoavelomandroso.

(2) Discours du Dr Paul Radaody-Ralarosy, prononcé le 19 janvier 1961.

Deux autres rencontres ont eu lieu au même moment : l'une, sur la linguistique malgache, et l'autre sur les «Plantes médicinales et la thérapie du cancer».

La tenue de ces trois colloques internationaux montre le rôle important de l'Académie dans le développement de la connaissance de Madagascar ou des réalités malgaches. Lieu d'impulsion donnée à la recherche, elle est aussi lieu de rencontre où s'échangent les idées, où s'affinent les hypothèses de travail, où se discutent les résultats des recherches.

Le but poursuivi par le «Colloque International des Historiens et Juristes» ne pouvait qu'intéresser l'Université de Madagascar. Aussi ses promoteurs ont-ils bénéficié du soutien agissant du Département d'Histoire, du Centre d'Art et d'Archéologie et du Musée d'Art et d'Archéologie. Par ailleurs, de nombreux organismes ont, d'une façon ou d'une autre, contribué à l'organisation matérielle de cette grande rencontre scientifique.

Les «origines» des participants montrent les différentes traditions de recherches. Durant une semaine, Malgaches et étrangers, historiens, juristes, diplomates, linguistes et missionnaires ont présenté les résultats de leurs travaux et accepté de discuter de leurs positions. Cette confrontation se passait dans une ambiance d'ordre et de parfaite courtoisie puisque le souci d'objectivité animait chaque participant. En effet, chacun était prêt à s'ouvrir avec intelligence à la pensée de l'autre, et à faire abstraction de ses propres problèmes. Dès lors, le colloque était bien le lieu où l'on pouvait s'informer, échanger les expériences et développer ses connaissances. Les thèmes qui furent discutés rappellent les multiples facettes des réalités malgaches.

II

Omaly sy Anio vous propose les thèmes suivants :

1 – Madagascar et la mer
2 – Madagascar et l'étranger
3 – Civilisation malgache et religion.

1 – *MADAGASCAR ET LA MER*

En tant qu'île, Madagascar ne peut avoir une histoire indépendante de celle de l'océan Indien et de celle des mers en général. Cinq communications se sont attachées à le montrer, contribuant ainsi à souligner l'importance de la mer dans l'histoire et le présent du pays, importance intuitivement sentie sûrement, mais encore mal connue.

L'étude du *vocabulaire utilisé dans l'histoire ancienne et médiévale de Madagascar* ordonne les éléments du débat jamais clos sur le peuplement de l'île. Cette «quête des ancêtres» exige une meilleure connaissance de l'histoire de l'océan Indien et de celle des navigations qui l'ont sillonné. Il ne suffit pas cependant d'en rester à l'éternelle question de savoir si ces ancêtres sont des Africains ou des Indonésiens, ou des Africains et des Indonésiens. Il faut chercher à connaître les raisons et les conditions de leur venue à Madagascar,

les modalités de leur installation dans l'île, comment ces populations arrivées par vagues successives étalées sur plusieurs siècles se sont-elles fondues pour former un seul peuple.

«La mer n'est pas une fin en soi», telle est la conclusion à laquelle aboutissent diverses réflexions sur *La mer et Madagascar,* réflexions suscitées par l'observation du fameux paradoxe d'insulaires dont une grande proportion semble avoir oublié la mer et celle d'une île isolée dans un «océan constamment et intensément fréquenté à travers l'histoire». La mer n'attire que dans la mesure où elle offre quelque intérêt. La vie maritime se trouve ainsi localisée dans des secteurs bien précis du littoral.

Une de ces régions est la côte nord-ouest d'où partent au début du XIXème siècle, avant la conquête merina, des expéditions lancées sur les Comores et la côte orientale d'Afrique. L'exploitation et l'analyse des sources portugaises ont permis d'éclairer d'un jour nouveau les *expéditions sakalava contre le Mozambique.* Mais les Sakalava ne sont pas les seuls à se livrer à ces expéditions périodiques, les Betsimisaraka les accompagnent.

Soumises à la monarchie merina au cours du XIXème siècle, ces populations maritimes tournent désormais le dos à la mer. Elles ne sont pas en effet encouragées par un gouvernement qui n'a pas de politique maritime précise. Les tentatives de Rainilaiarivony ne sont que les velléités d'un chef d'Etat qui n'a pas su exploiter l'ouverture de l'Imerina à la mer en créant une marine de commerce et de guerre.

Par sa participation aux diverses conférences sur le droit de la mer et par ses *prises de positions lors de la troisième conférence,* l'Etat malgache manifeste son intérêt de plus en plus grand pour une question primordiale dans la vie d'une île qui veut préserver son indépendance, grâce à l'établissement d'un nouvel ordre international.

2 – *MADAGASCAR ET L'ETRANGER*

Ce second thème a occupé une place de choix au cours de ce colloque. Ceci se reflète par le nombre des communications et leur caractère d'étude approfondie. De plus, des acteurs de la période coloniale qui participèrent aux débats, apportèrent des témoignages précieux.

Au delà de l'intérêt individuel de chaque chercheur, l'on doit tenir compte d'autres explications pour comprendre la place privilégiée de ce thème.

Evoquons tout d'abord la diversité des sources possibles qui s'offrent aux chercheurs désireux d'appréhender cette question, en particulier les sources archivistiques publiques ou privées, à Madagascar ou à l'étranger. La communication sur *Ranavalona Ière et les missionnaires* nous permet de profiter un peu plus des archives britanniques. La *biographie de Nicolas Mayeur* nous rappelle qu'à Madagascar même existent des sources peu connues. Les futurs historiens gardent ainsi l'espoir de découvrir quelque chose de neuf.

En accordant une place importante à ce thème, l'Académie malgache et les colloquants ont voulu d'une part souligner que l'histoire de Madagascar ne

peut se comprendre sans le contexte mondial, d'autre part bannir l'ethocentrisme malgache, tout en s'efforçant de dégager la spécificité de l'histoire malgache et des Malgaches face à l'étranger. En ce sens, plus que les autres thèmes, celui-ci invite peut-être à une réflexion sérieuse sur l'identité des Malgaches et leur unité.

Les communications ont été l'occasion d'analyses nouvelles ou de mises au point corrigeant les clichés habituels et les préjugés. Par exemple, plutôt que de rupture, l'on devrait parler d'une *continuité entre les politiques de Radama I et de Ranavalona I,* continuité lourde de conséquences pour l'histoire merina et l'histoire culturelle de l'île en général. Autre exemple : *l'application sur le plan scolaire, de la politique des races* reste, semble-t-il, jusqu'en 1940 un «mythe», les colonisateurs ayant particulièrement mis l'accent sur une politique d'élitisme. L'analyse marxiste de la *situation économique et sociale de l'Imerina, à la veille de la colonisation,* corrige la vieille idée d'un pays évoluant vers le modernisme, sous Rainilaiarivony. La société merina se présente plutôt comme de plus en plus dépendante de l'étranger.

La question des rapports entre Malgaches et étrangers est abordée aussi de différentes matières.

Le sujet *le colonisé, création du colonisateur ?* nous rappelle comment les Malgaches étaient vus par les Français à l'époque coloniale : «paresseux, vagabonds...». En réalité, les Malgaches répondaient à l'oppression coloniale par le boycott, le sabotage, l'errance. Manifestations para-politiques, ces réactions ne sont pas seulement le reflet d'une image stéréotypée que tout colonisateur a du colonisé.

Un étranger, vu par les Malgaches tel est le sujet d'une communication consacrée à *Laborde*. A travers l'œuvre de Raombana en effet, des grands personnages de la cour, des personnes plus humbles de la capitale ou des provinces donnent leur témoignage et leur opinion sur cet européen, assistant technique avant la lettre.

Cependant, les Malgaches ne se contentent pas d'observer, ils réagissent aussi à la présence étrangère. La communication sur la *presse nationaliste* en témoigne bien. Utilisant la langue du colonisateur, les Malgaches attaquent ouvertement le système colonial, au risque d'encourir de graves sanctions.

L'histoire malgache a aussi ses prolongements hors de l'île. A ce point de vue, le mérite de la communication sur les *Malgaches réfugiés en Grande-Bretagne,* la seule à aborder de cette manière le thème général n'en est que plus appréciable.

La communication sur *l'introduction de l'imprimerie à Madagascar* nous présente un aspect important des contacts entre l'île et l'Occident. L'imprimerie permet de diffuser bibles et libelles qui introduisent des «traditions étrangères, cohérentes et unifiées», traditions explicitement destructrices des fondements de la culture nationale.

L'intérêt de l'unique intervention consacrée au droit dans cette seconde rubrique ne peut nous échapper. A travers une étude bien structurée de l'évolution de la *procédure judiciaire malgache,* nous pouvons appréhender à la fois l'héritage des traditions malgaches et coloniales dans Madagascar indépendant.

3 – *CIVILISATION MALGACHE ET RELIGION*

Ce thème a surtout retenu l'attention des spécialistes – laïcs et clercs – des religions. Ce fut, paradoxalement, le seul thème qui ait appelé des études sur des faits immédiats du XXème siècle, profondément enracinés dans un passé et une histoire, faisant bien ainsi partie du domaine de l'historien.

Les deux orientations dominantes qui se dégagent de l'ensemble des communications (une dizaine) sont encore comme le reflet de la situation qui mit Madagascar au contact de l'Occident : la plus grande attention est portée d'une part aux formes religieuses traditionnelles du passé et du présent, d'autre part au christianisme depuis l'évangélisation du XIXème siècle.

La religion traditionnelle, – mais ne faudrait-il pas dire les religions traditionnelles ? – qui apparaît bien comme un fondement essentiel de l'autorité des anciens rois, n'est pas plus figée que l'ancienne société. Prenant des formes différentes dans l'espace et le temps ; elle manifeste le caractère mouvant et les qualités créatrices de la civilisation malgache.

Quatre communications le montrent clairement.

Consacrée au problème du *Hasy*, l'une de ces inte[illegible]tire l'attention sur le rôle joué par les praticiens du *sikidy* ou de *vintana* dans la constitution des formations politiques et dans la vie politique elle-même. Détenteurs du *hasina*, et dépositaires, par conséquent, du savoir traditionnel, les *ombiasy* assurent la perennité de la culture malgache et des formes politiques.

L'analyse de ces liens entre la *religion et l'Etat* chez les Antanosy et les Sakalava, pendant la période des royaumes en est une bonne illustration. Elle rappelle que l'on ne peut dissocier autorité religieuse et politique. Les formes différentes revêtues par la religion – personnelle chez les Antanosy, politique chez les Sakalava – expliquent respectivement l'échec ou le succès de ces formations politiques traditionnelles.

Les phénomènes de possession, qui ont de tout temps exercé un attrait sur les chercheurs, font l'objet de deux communications, la première traitant du *tromba*, la seconde du traitement du *doany* dans l'Androy.

Dépassant l'opposition paganisme – christianisme et l'assimilation des phénomènes de possession à une œuvre démoniaque, l'auteur du texte sur le *tromba* nous invite à y voir une forme d'expression religieuse, ni condamnée, ni condamnable. Elément particulier d'un ensemble plus général constituant la religion malgache traditionnelle, le *tromba* plonge ses racines dans la cul[illegible] et l'histoire malgache et apparaît comme un puissant facteur de co[illegible]sion sociale.

UNIVERSITAIRE TANANARIVE BIBLIOTHEQUE

L'intéressante étude sur le *doany* nous offre l'exemple d'un phénomène caractéristique du monde malgache actuel : la diffusion rapide de formes religieuses répondant directement aux besoins de sociétés rurales qui cherchent à se défendre des agressions extérieures.

L'étude des réactions et de l'attitude des Malgaches face au christianisme, a retenu aussi l'attention des colloquants.

Une histoire du christianisme à Madagascar ne peut ignorer l'importance de la *conversion de Ranavalona II,* événement débattu depuis 1869. Une tentative pour se dégager de la simple polémique, conversion politique ou religieuse, conduit à la formulation d'une hypothèse originale. La conversion de Ranavalona II semble bien le fruit d'une quête personnelle de vérité religieuse, même si cette conversion est d'une grande portée sur le plan politique.

Une communication sur *les rapports entre la civilisation chrétienne occidentale et la civilisation malgache, à la fin du XIXème siècle,* révèle un aspect intéressant de ceux-ci : la volonté de biens des missionnaires catholiques de créer une nouvelle civilisation chrétienne à Madagascar, différente à la fois de celle de l'Occident et des pratiques ancestrales – même si ces missionnaires voyaient la civilisation malgache à travers les catégories mentales de leur milieu d'origine.

Le christianisme à l'époque contemporaine ne fut pas non plus négligé au cours du colloque.

L'étude des *paroisses de la capitale*, dont l'organisation est décalquée sur l'organisation politique et administrative merina du XIXème siècle, souligne la richesse du christianisme et la spécificité des paroisses à Madagascar. La compréhension de l'organisation paroissiale dans la capitale exige la connaissance de l'histoire de la société tananarivienne ; la communauté paroissiale apparaissant, à bien des égards, comme un phénomène de la culture malgache.

Cependant, la permanence des institutions anciennes et de la civilisation traditionnelle reste surtout sensible dans le monde rural. Et l'on voit ainsi ces *communautés villageoises* de la vallée de la Mananano s'organiser d'une manière originale, face à un pouvoir étatique d'essence étrangère. Tout en maintenant leurs coutumes pour préserver la société des agressions administratives, ces communautés tentent d'apporter des solutions nouvelles au conflit entre l'idéologie égalitaire et la structure hiérarchisée.

III

En préparant ce colloque, les organisateurs n'avaient voulu ni contrôler le contenu des communications, ni orienter l'interprétation des faits étudiés. Leur but était plus simple et leur tâche plus ardue, puisqu'il s'agissait d'établir

– en évitant, autant que faire se peut, tout oubli – une sorte de bilan de la recherche historique actuelle concernant Madagascar, bilan à partir duquel pourraient être définies certaines orientations et impulsions nouvelles à donner à la recherche.

Ce bilan s'impose aujourd'hui sans contestation possible. Si l'on excepte les communications qui concernèrent les sources de l'histoire malgache et dont certaines traitèrent de ces sources particulières que forment les données de l'archéologie et celles de la tradition orale – toutes ces communications doivent faire l'objet d'une autre publication –, l'on est bien forcé de constater que l'intérêt des historiens de Madagascar ne couvre qu'un éventail assez restreint de l'ensemble non seulement de l'histoire malgache, mais aussi des histoires possibles. En effet, le choix tant des sujets que des limites dans le temps et l'espace indique bien les domaines d'élection d'une historiographie qui reste profondément tributaire d'un passé colonial encore proche. Pour les sujets, ce sont avant tout les problèmes culturels et particulièrement religieux, reflétant d'une certaine façon ces thèmes, chers à l'époque coloniale, des progrès de la religion et de la diffusion de la civilisation (ainsi que de la réponse nationaliste : le refus de l'assimilation). Pour les périodes, ce sont les plus récentes, celles du XIXème et du XXème siècles, encore l'époque postérieure à l'indépendance n'est-elle abordée que sous l'angle des faits religieux et sociaux ! Mais l'on ne peut faire aux historiens le reproche d'étudier la seule période pour laquelle on dispose de documents écrits. Spatialement, sont également préférés les sujets qui ne concernent que Madagascar plus conçue comme un petit continent qui se ferme à toute agression que comme la grande île ouverte sur l'océan Indien et le monde.

Il serait toutefois abusif d'inscrire toute l'écriture actuelle de l'histoire malgache au seul compte de l'historiographie coloniale.

L'historien, habitué à l'analyse des textes, saura évidemment reconnaître dans le présent un passé qui, pour certains, reste encore bien vivant ; il saura déceler ici et là les préjugés d'un autre temps qui émaillent parfois les meilleurs textes : préjugés politiques (par exemple, la centralisation comme signe du progrès social et économique), culturels (par exemple, les grandes civilisations et religions comme seules informatrices d'une sauvagerie antérieure), économiques (par exemple, la consommation dans l'économie traditionnelle conçue comme irrationnelle et anti-économique) et sociaux (par exemple, le cloisonnement social et géographique en castes et en tribus présenté comme donnée spécifique et fondamentale). Mais habitué également à la longue durée, il distinguera des changements qualificatifs de première importance. Il en est ainsi de l'intérêt porté au rôle de la mer dans la vie malgache, qui est un facteur trop souvent négligé et oublié. Il en est ainsi également de la mise en évidence des dynamiques internes : face aux situations nouvelles, la société malgache dans son ensemble refuse de se laisser passivement condamner à des mutations commandées de l'extérieur et trouve, dans la tradition elle-même, les solutions nouvelles qui lui permettent de s'adapter tout en évitant de se renier. Enfin, et

mieux que politologue engagé dans une action quotidienne et partisane, l'historien, habitué à accorder leur juste place à l'idéologie et aux réalités qu'elle voudrait masquer, est à même de discerner les voies directes ou détournées qu'empruntait hier un colonialisme sans fard et étranger ou qu'empruntent aujourd'hui des néo-colonialismes équivoques et intériorisés pour imposer des «vérités» et des modèles élaborés sous d'autres cieux, et à même également de retenir avec éclectisme tout ce qui peut féconder le travail de l'historien sans exclusive, ni excommunication. C'est ainsi par exemple que le marxisme, qui ne nous est que d'un piètre secours pour saisir le dynamisme des cérémonies de possession dans la société actuelle, nous est en revanche fort utile pour comprendre les transformations internes et la dépendance de la société *merina* à la veille de la colonisation.

A l'évidence, l'historiographie malgache apparaît à l'observateur impartial comme étant à un tournant. Ce qui n'étonnera pas, car les grands changements politiques du milieu du XXème siècle ne pouvaient pas rester sans effet. Et l'histoire, comme on a coutume de le dire, est fille de son temps. Mais il y a plus : ce serait une erreur de croire que l'histoire est condamnée à ne subir que la contrainte des circonstances, condamnée à faire coïncider son discours scientifique au discours de la société, condamnée à justifier des intérêts prédominants, fussent-ils instables. Ce fut cette erreur qui poussa les totalitarismes à embrigader l'histoire et qui produisit en fin de compte ces monstres historiques – histoire fourvoyée et dévoyée, vouée à trahir et asservir l'homme qu'elle prétendait servir – qui justifièrent la plupart des grands crimes perpétrés au XXème siècle contre l'humanité.

En fait, la véritable histoire possède sa propre dynamique. Se référant avec constance aux conceptions les plus généreuses de l'homme à travers les siècles, l'histoire progresse suivant la dialectique de la prise en charge par le citoyen des préoccupations les plus nouvelles de son temps et de la prise de conscience chez le chercheur des erreurs et impasses de l'historiographie passée. A chaque époque est ainsi délimitée l'étendue de la liberté qui permet l'œuvre créatrice et le véritable approfondissement de la connaissance de l'homme et des hommes. C'est en acceptant cette liberté et les servitudes de cette liberté que l'historien, citoyen de son pays et citoyen de l'humanité, peut se mettre au service de l'homme et, espérant qu'il sera entendu, apporter sa contribution – modeste, comme celle de tout chercheur – à l'établissement et au progrès des conditions nécessaires au plein épanouissement de l'homme, en ressuscitant un passé oblitéré, en confessant les mensonges et les oublis thérapeutiques, en dénonçant les mythes qui alimentent de fausses illusions, afin d'assurer les fondations de l'édifice social, sans quoi tout avenir serait compromis.

En ce sens, le colloque fut un succès indéniable. La chaleur et la vivacité des débats en furent les garants et la preuve. Mais, pour que ce succès ne reste pas sans suite, ni lendemain, il convient de noter clairement quels sens doivent prendre les nouvelles recherches. S'il convient de poursuivre l'étude du XIXème siècle et de la période coloniale autant pour corriger ou nuancer les interpréta-

tions déjà proposées que pour révéler des faits importants encore oubliés, il est évident que des recherches nouvelles doivent couvrir les périodes jusqu'ici délaissées. Cela suppose évidemment de nouvelles méthodes : rappelant pour mémoire celles, spécifiques, de l'archéologie pour la préhistoire et la protohistoire, il nous faut insister, pour l'époque des royaumes comme pour l'histoire immédiate, sur les méthodes de l'histoire orale qui, semblant très proches de celles de l'histoire classique, s'en distinguent en fait assez largement. Précisons notre propos.

L'on sait le succès des recherches faits dans le monde à partir de la tradition orale et l'intérêt de la profession pour l'histoire orale. Et, même si le document écrit fut longtemps privilégié dans la recherche historique et souvent le seul utilisé, l'on ne saurait plus aujourd'hui remettre en cause le recours au document oral. Mais l'on a encore trop souvent tendance à confondre sous cette étiquette des textes profondément différents, et à utiliser le document oral, comme on l'aurait fait du texte écrit, sans tenir compte des contraintes qui lui sont propres. Ainsi devrait-on distinguer trois types de textes : d'abord ceux de la véritable tradition orale, transmise de génération en génération et parfois multi-séculaire ; ensuite les récits de première main faits par les témoins eux-mêmes sur des événements proches auxquels ils ont participé ; enfin les témoignages, intermédiaires, sur des faits déjà anciens à l'échelle d'une vie d'homme et dont beaucoup sont un souvenir déjà socialisé. Et si l'on veut bien admettre l'importance des conditions de mémorisation et de celles de la transmission dans l'information du souvenir, il semble évident – mais ne l'oublie-t-on pas parfois ? – que l'on ne saurait aborder et utiliser de la même façon le témoignage pour une histoire orale courte et la tradition pour une histoire orale longue. Par ailleurs, la tendance à assimiler document écrit et document oral conduit parfois à faire référence aux sources orales comme on le ferait aux sources écrites, alors que celles-ci sont par définition fixées, conservées et consultables dans les dépôts d'archives privées ou publiques. De telles références perdraient beaucoup de leur pertinence si l'accès à ces sources restait pratiquement interdit à la communauté scientifique ; aussi l'historien de l'oral a-t-il le devoir supplémentaire de rendre publics les entretiens qui lui ont fourni la matière première de son travail. Il s'agit là de la première précaution indispensable. La seconde précaution va plus au fond du travail de l'historien et concerne la compréhension et l'interprétation des documents collectés : à ce niveau, l'historien doit se faire ethnologue et linguiste.

Certaines des communications au colloque traitent de la civilisation malgache du point de vue de l'ethnographie. L'on aurait tort de s'en inquiéter. D'abord parce qu'une bonne observation permet de décrire des faits et des gestes, des rituels et des techniques qui représentent une forme de mémoire rarement explicitée par ailleurs. Ensuite parce que, dans le cadre d'une culture orale, les données de l'observation et de la vie quotidienne sont utiles, voire indispensables, à la compréhension des textes de la tradition. Enfin parce que la tradition orale historique, *tantara* ou *tatara*, ne distingue pas l'événementiel

et la politique de la coutume et des institutions. Aussi est-ce pour le plus grand profit de l'histoire que le chercheur se doit de ne pas distinguer l'observation et l'enquête ethnographiques de l'enquête historique : la masse des données recueillies fournira les informations qui donneront corps et support aux reconstructions et interprétations de l'historien.

La linguistique comme source de la connaissance historique avait occupé deux séances, communes au colloque des historiens et au colloque des linguistes.

Furent abordés le problème de la place du malgache dans la famille des langues austro-asiatiques et celui de quelques emprunts faits aux langues bantoues. L'historien peut trouver là des réponses à certaines de ses interrogations sur les origines du peuplement. Mais, en histoire orale, il ne peut se contenter d'être un simple consommateur et se doit de posséder une bonne culture linguistique tant traditionnelle qu'universitaire pour comprendre les textes collectés dans leurs moindres nuances, en faire l'analyse et en tirer des conclusions au niveau de l'histoire. En effet, poser le fait que les dialectes sont d'une certaine façon le produit de l'histoire et que les différences linguistiques («accents» locaux, vocabulaire, niveaux de langue) ont une signification sociale n'est pas une hypothèse d'école téméraire ; ce sont des faits suffisamment attestés pour que l'on n'ait plus à douter de leur réalité. Encore faut-il les décrire dans le contexte de leur utilisation actuelle – ou en tenir compte – et les interpréter dans le cadre des histoires locales, régionales ou nationale. Pour la connaissance du passé, il y a là beaucoup à faire, et vite, car l'école et les migrations intérieures accélèrent l'uniformation de «la langue commune» (*malagasy iombonana*).

Une telle histoire orale est déjà en cours d'élaboration. Elle commence à découvrir des pays entiers jusqu'ici délaissés de l'histoire malgache, et à redécouvrir la démarche autant des antiques *mpitantara* que de leurs disciples européens comme Etienne de Flacourt et son *Histoire de la Grande Ile Madagascar* (1658) et comme le père Callet et son monumental *Tantara ny Andriana* (1873-1881).

Dans cette longue tradition, ils furent nombreux à vouloir connaître l'histoire malgache ; connus ou inconnus, Malgaches ou étrangers, ils étaient paysans, commerçants, explorateurs, militaires, hommes d'Etat ou d'église. Etait-ce parce que la plupart n'avait pas de patente d'historiens qu'ils ne rejetèrent pas ces sortes d'informations que l'on découvre aujourd'hui avec ravissement ? Peu importe. Mais l'on doit modestement reconnaître que cette histoire orale ouverte à l'ethnographie, à la linguistique et plus généralement à l'interdisciplinarité, n'est pas résolument «nouvelle» au sens où on l'entendrait en Europe aujourd'hui. Il serait plus juste de parler ici de poursuite d'une longue tradition.

Ce qui est nouveau, c'est d'une part l'abandon des découpages scientifiques, traditionnels en d'autres lieux, et le refus d'une balkanisation imposée ; c'est d'autre part la revendication d'une science malgachisante envisageant

Madagascar comme un tout et comme un corps vivant en osmose avec le reste du monde. L'on a, à juste titre, critiqué une certaine tendance à enfermer Madagascar sur elle-même ; mais cette critique concernait plus les préjugés de l'époque coloniale qu'un domaine de la connaissance et, à vouloir nier la spécificité malgache et rejeter cette «spécialisation», elle risquerait de nous faire tomber dans cet autre travers colonial qui concevait Madagascar comme le récipient où avaient abouti des influences civilisatrices successives dont on devait retrouver les traces. L'on voit, au contraire, l'avantage de la constitution d'une science malgachisante. Outre l'interdisciplinarité, elle supposerait que le chercheur ne limite pas son étude à une zone géographiquement limitée de la grande île, à une «tribu» par exemple. En effet, l'on sait de mieux en mieux que ces limites définissent des unités politiques récentes qui n'ont apporté que des nuances à un vieux fonds culturel commun, alors que la balkanisation acceptée amène encore à tirer des conclusions sur l'existence d'un fait dans telle région et de son absence dans telle autre même si l'absence prétendue n'atteste malheureusement que l'ignorance. Cette bonne connaissance de Madagascar aurait beaucoup à gagner à une bonne connaissance des pays riverains de l'océan Indien autant que l'Europe moderne et contemporaine. Et l'on voit se dessiner certaines options possibles qui demanderont des investissements intellectuels supplémentaires : apprendre les langues de l'Inde et l'arabe pour traiter des «influences» indiennes et musulmanes, swahili et certaines langues bantoues pour enfin définir la part africaine dans la constitution de la société malgache, et surtout les langues de l'Indonésie pour mener à bien l'étude comparée des sociétés malgaches et des sociétés d'Asie du Sud-Est et de l'Insulinde, dont on devine les richesses. Se spécialiser en histoire malgache suppose aujourd'hui l'ouverture la plus large vers les horizons océaniques les plus lointains. C'est un programme qui exige beaucoup de courage, le goût de l'effort et le refus de la facilité.

Au terme de ce colloque, le terrain de l'historien malgache apparaît déjà riche dans ses productions. Puisse le lecteur trouve quelque goût à ces textes que nous offrons.

J.P. DOMENICHINI
F. ESOAVELOMANDROSO
M. ESOAVELOMANDROSO